

Pour François Hollande, l'homme européen est-il assez « entré dans l'Histoire » ?

dimanche, 18 mai 2014 / Texte du M'PEP

POUR FRANCOIS HOLLANDE, L'HOMME EUROPÉEN EST-IL ASSEZ « ENTRÉ DANS L'HISTOIRE » ?

Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).

Le 18 mai 2014.

Lors des cérémonies du 8 mai, F. Hollande a averti les français par une formule stupide : « *Sortir de l'Europe, c'est sortir de l'Histoire* ». Le 26 juillet 2006, N. Sarkozy expliquait que « *l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire* ». Deux discours qui se rejoignent sur la question de la souveraineté des peuples. Deux discours colonialistes.

L'infantilisation des peuples dominés est l'un des aspects récurrent du discours colonialiste

N. Sarkozy fait partie de cette tendance au sein de la classe dominante qui ne condamne le passé colonisateur de la France que pour la forme, mais qui arrivée au pouvoir, modifie les manuels scolaires pour que les enfants français apprennent « *le rôle positif de la présence française en Afrique du Nord* » (1). En 2006, à Dakar, N. Sarkozy déclarait que « *le drame de l'Afrique* » vient du fait que « *l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire. [...] Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance. [...] Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès* ». Les problèmes de l'Afrique ne proviennent donc pas des siècles de colonisation, ni du néocolonialisme européen, ni de la puissance écrasante des firmes capitalistes transnationales qui pillent ses ressources, ni de l'impérialisme américain, pas même de la dictature monétaire du franc CFA. Non, le problème de l'Afrique, c'est les Africains. Des êtres indifférenciés, sans nationalités, simplement et avant tout « Africains ». Des êtres immatures, nostalgiques, opposés à l'idée de progrès et que le paternalisme bienveillant du colon capitaliste ne pourrait moralement pas laisser seul, livré à lui-même.

« *Sortir de l'Europe, c'est sortir de l'Histoire* » clame F. Hollande le 8 mai dernier. L'abandon de l'euro serait « *un piège, celui du déclin national* ». « *Le nationalisme la guerre !* », « *l'Europe, c'est la paix !* ». L'Europe est « *menacée par les forces (qui) cherchent à la défaire en spéculant sur la déception, en misant sur le découragement, en exhumant les peurs* ». Pour un mitterrandien comme F. Hollande, l'UE ne saurait elle-même être la cause du rejet qu'elle suscite. Ni l'austérité, ni le chômage, ni la misère que provoque sa politique n'expliquent le désir de retour de souveraineté que réclament de plus en plus fort ceux qui subissent son diktat. Que jamais ceux-ci n'appartiennent à la classe sociale à qui profite le système européen n'a rien à voir non-plus avec ce rejet. Non, pour les européistes comme F. Hollande, les peuples qui se défient de l'Union européenne commettent la faute qui - selon la dernière révision néolibérale de l'Histoire - plongea l'Europe dans le chaos à deux reprises au XXème siècle : le nationalisme. Toute volonté de souveraineté, au regard de la paix que cette UE garantie - d'après lui - ne peut être qualifiée autrement que de « nationaliste ». Pour F. Hollande, les peuples sont de grands enfants. Laissés à leur souveraineté, ils ne sauraient aller ailleurs que vers la guerre. L'Européen est belliqueux par nature et le prolétaire français, raciste et xénophobe par essence... Pourtant c'est au peuple qu'il revient d'écrire l'histoire, par la lutte des classes notamment, c'est exactement ce qu'il faut entendre quand nous parlons de souveraineté.

Les conquêtes de souveraineté sont des avancées historiques pour les peuples

Révolution française, Résistance, mouvements de libérations anti-coloniaux... Les exemples ne manquent pas qui montrent que l'Histoire des peuples est une continuelle lutte pour l'émancipation par la souveraineté. Car sans souveraineté pas de démocratie. Or il n'y a pas de « souveraineté européenne » pour la raison qu'il n'y a pas de peuple européen. La confusion que F. Hollande fait volontairement entre « Europe » et « Union européenne » lorsqu'il dit « *sortir de l'Europe c'est sortir de l'Histoire* » ne saurait mieux l'illustrer. Les géographes se disputent depuis des siècles au sujet des limites de l'Europe physique : l'Europe est-elle un continent ? Un sous-continent du continent eurasiatique ? S'arrête-t-elle avant ou après les monts de l'Oural ? La Turquie en fait-elle partie ? Combien de pays comporte-t-elle ? 47 ? 48 ? 49 ? Les 28 États qui sont membres de l'Union européenne sont-ils « plus européens » que les autres ? Ceux qui sont en plus membres de la zone euro sont-ils plus européens que les plus européens ? Qui a le droit de s'exprimer au nom de l'Europe et des européens ? Ceux qui

siègent dans ce pseudo « Parlement » européen, élus par des électeurs d'un pays, représentent-ils leur propre peuples et ses intérêts ou un supposé peuple européen ou les deux et dans ce cas dans quel ordre d'importance ? Etc.

En réalité, tout cela n'a aucun sens. L'Europe dont parle F. Hollande est pleine « d'homme européen » qui comme « l'homme africain » de N. Sarkozy – n'appartiennent à aucun peuple ni à aucune nation souveraine. C'est un mythe, une arme idéologique utilisée par des hommes pour en dominer d'autres. La souveraineté des nations et des peuples c'est la paix. L'UE c'est le colonialisme et le colonialisme porte en lui la guerre.

L'Union européenne est une force coloniale. Les pays qui sont membres de l'UE sont sous domination étasunienne et sous administration allemande. En tant que colonisés, les peuples n'ont pas leur mot à dire dans les politiques que mène celle-ci. La parodie de démocratie que sont les élections au « Parlement » européen n'abuse plus grand monde et la classe dominante s'en inquiète. La fin des aventures coloniales au cours de l'Histoire n'est en effet pas de nature à les rassurer...

(1) Loi française n° 2005-158 du 23 février 2005 « Les programmes scolaires reconnaissent le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit » (article 4, alinéa